

France

23/06/2026

Les perspectives économiques françaises restent moroses

Le climat des affaires est resté faible en juin et la demande intérieure demeure déprimé, signalant une activité économique faible dans les prochains mois.

La demande intérieure française est en panne

Le climat des affaires est resté morose en juin en France, n'augmentant que d'un faible point pour s'établir à 94, un niveau largement inférieur à sa moyenne de long terme. La plupart des entreprises ont répondu à l'enquête avant l'annonce de l'accord de paix au Moyen-Orient, mais dans un contexte d'anticipation où les prix de l'énergie sur les marchés mondiaux avaient déjà commencé à se replier.

Les détails de l'indicateur sont, dans l'ensemble, assez préoccupants pour les perspectives économiques françaises. Le rebond est à mettre sur le compte du commerce de détail, où les perspectives sont légèrement moins dégradées qu'en mai (le sous-indicateur passant de 89 à 90), mais restent bien inférieures à leur niveau normal (qui correspond à 100). Le climat des affaires est demeuré très faible dans les services, au plus bas depuis 2021, les perspectives étant très dégradées dans tous les sous-secteurs, tant pour les services destinés aux ménages que pour ceux orientés vers les entreprises. L'industrie, qui constituait jusqu'ici le seul moteur de la croissance économique en France, voit également son climat des affaires se replier dans l'ensemble des secteurs pour revenir à son niveau moyen. Les entreprises se montrent notamment plus pessimistes quant au niveau de production passée.

Enfin, le point le plus inquiétant réside dans la dégradation continue du climat de l'emploi. En juin, l'indicateur perd à nouveau trois points et atteint son plus bas niveau depuis 2013 (hors période de pandémie). Cela signale que les créations d'emplois resteront insuffisantes au cours des prochains mois en France et que le taux de chômage risque de continuer à progresser, pouvant s'approcher de 8,5 % d'ici la fin de 2026.

À noter par ailleurs que, selon l'enquête, les tendances des prix de vente n'ont pas davantage augmenté en juin et ont même légèrement diminué dans les services et l'industrie.

Les indicateurs PMI, également publiés aujourd'hui, se sont améliorés en juin, mais restent assez faibles et signalent encore une contraction de l'activité, même si celle-ci est moins marquée qu'en mai.

Les perspectives de rebond sont très limitées

Dans l'ensemble, les données du jour suggèrent que la croissance française a probablement été faible au deuxième trimestre, après la contraction surprise observée au premier trimestre (-0,1 % en glissement trimestriel). La hausse des prix du pétrole a pesé sur le pouvoir d'achat et la confiance des ménages. Tous les secteurs tournés vers ces derniers semblent dès lors confrontés à une forte morosité. Heureusement, la demande étrangère soutient la croissance française, en particulier dans l'industrie. L'industrie aéronautique et navale, dont la production est en hausse de 20 % en glissement annuel, affiche notamment une excellente dynamique. D'importantes livraisons aéronautiques pourraient permettre aux exportations de rebondir nettement au deuxième trimestre, ce qui limite le risque d'une

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

nouvelle contraction du PIB et d'une récession technique. Le reste de l'industrie française a également bénéficié, au cours des derniers mois, d'un regain de commandes étrangères en raison de la mise à l'arrêt de certains concurrents asiatiques.

Néanmoins, ce phénomène demeure temporaire et, avec la réouverture attendue du détroit d'Ormuz, il devrait s'atténuer dans les prochains mois. La baisse du climat des affaires dans l'industrie en juin montre que la France ne pourra pas durablement compter sur un seul moteur de croissance pour maintenir son économie à flot. D'autant que cette croissance industrielle est peu intensive en emploi et que les perspectives du marché du travail sont très dégradées. Si la baisse des prix des produits pétroliers pourrait contribuer à soutenir la confiance des consommateurs, la morosité du marché du travail et l'évolution défavorable des salaires réels continueront de peser sur la dynamique de la consommation dans les prochains mois.

En bref, les perspectives de rebond de l'activité française sont très limitées et la fin de la guerre au Moyen Orient ne signale pas le début d'une reprise vigoureuse. Dans l'ensemble, nous tablons toujours sur une croissance du PIB proche de 0,4 % en moyenne en 2026, après 0,9 % en 2025.

Cette croissance, nettement inférieure à celle anticipée par le gouvernement lors de l'élaboration du budget, devrait compliquer sensiblement les efforts budgétaires. Atteindre un déficit public de 5 % du PIB en 2026, après 5,1 % en 2025, comme annoncé par le gouvernement, apparaît de plus en plus difficile. La Commission Européenne table ainsi sur un déficit à 5.1% en 2026 et 5.7% en 2027, avec des hypothèses en termes de croissance très optimistes. Cela devrait donner lieu à de nouvelles discussions budgétaires tendues, dans un contexte politique encore plus complexe à l'approche de l'élection présidentielle de 2027.

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.